



La COP21, aujourd'hui, demain et après

La ratification de l'accord de Paris se fait attendre, car chaque pays est confronté à des situations énergétiques très différentes. Explications.

PAR RODOLPHE GREGGIO ET BENOÎT MAFFÉI (*)

Publié le 13/09/2016 à 08:34 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

La procédure de ratification de l'accord de Paris du 12 décembre 2015 sur les émissions de gaz à effet de serre est un excellent symptôme de l'état des relations internationales. La grande majorité des États qui y ont eu recours, dès avril 2016, sont des petites îles ou archipels dont l'existence même est menacée par la montée du niveau des océans, tandis que les deux tiers des émissions de CO2 sont générés par vingt pays seulement, qui n'ont pas manifesté le même empressement. À l'occasion du dernier G20 réuni à Pékin, les deux plus importants émetteurs, la Chine et les États-Unis, ont relancé la dynamique initiée à Paris, en annonçant qu'ils l'avaient à leur tour ratifié, il est vrai dans des contextes économiques et politiques bien différents : le président Obama, avant tout soucieux de sa postérité pour l'histoire, a dû contourner le Congrès, hostile en raison du poids du lobby pétrolier et gazier aux États-Unis ; la Chine, pour sa part, est au bord de l'asphyxie et la transition énergétique constitue aux yeux de ses dirigeants un nouvel objectif susceptible de relancer une croissance qui tend à s'étioler.

En revanche, le processus semble enrayé pour les autres gros émetteurs : ainsi, les pays européens qui l'ont ratifié sont minoritaires et parient sur des sources d'énergie alternatives (nucléaire pour la France et la Hongrie, énergies renouvelables pour l'Autriche). Il est donc probable que l'objectif de diminuer de façon significative les émissions de gaz à effet de serre ne sera atteint que progressivement. À ce stade, il est pourtant nécessaire de distinguer, parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre (dont un grand nombre de pays réticents), trois cas principaux : les pays rentiers, les nations en rattrapage tributaires du charbon (la source d'énergie la plus polluante), et celles disposant en revanche de réelles marges de manœuvre. Seule une bonne connaissance de leurs spécificités permet d'évaluer de manière réaliste les possibilités d'action contre le réchauffement climatique au cours de la décennie qui vient.

La Pologne et l'Inde font bande à part

Les pays exportateurs d'hydrocarbures savent qu'ils ne retrouveront pas une situation économique aussi favorable à partir du moment où la transition énergétique sera engagée de manière irréversible. Il est donc logique qu'ils ne soient guère empressés de ratifier le traité de Paris, d'autant que la position du pétrole est relativement protégée pour les prochaines décennies, car la diffusion de la propulsion électrique progressera lentement. Les exportateurs de gaz naturel devraient bénéficier à terme d'un âge d'or, car ce combustible est bien moins émetteur de CO2 que le charbon. Il ne faut donc rien attendre des pays dont l'équilibre extérieur repose sur l'exportation des hydrocarbures, qu'il s'agisse de la Russie, des membres de l'Opep et des exportateurs secondaires – Azerbaïdjan, Colombie, Kazakhstan et Mexique, ainsi qu'un Canada lourdement pénalisé par la désindustrialisation.

- 11H25 Alstom: Hollande affirme que "tout sera fait" pour pérenniser le...
- 11H18 Iran: les grandes banques étrangères toujours réticentes à venir
- 11H18 Riss s'explique sur le dessin de "Charlie Hebdo" sur le séisme en...
- 11H16 Yann Barthès sur TMC parviendra-t-il à éclipser Cyril Hanouna sur C8?
- 11H10 Ligue des champions: la défense du FC Barcelone en chantier

Voir toute l'actualité en continu

SFR BUSINESS

SAMSUNG GALAXY S6
à **19€HT**
AU LIEU DE 159€HT

DAS: 0,382 w/kg

JUSQU'AU 30/09/2016

PROFITEZ-EN
voir conditions sur le site

AVEZ LE RÉFLEXE OREILLETTE

OFFRE FLASH 24H

-75%
SUR VOTRE ABONNEMENT NUMÉRIQUE

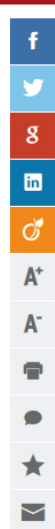
Vite, j'en profite ▶



Présidentielle 2017

Après François Hollande, qui sera le huitième président de la Ve République ? Une campagne indécisée est lancée. Suivez-la en temps réel sur Le Point.fr.





Le second cas de figure est celui des pays en rattrapage dont la croissance économique repose sur la combustion de charbon (principalement l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Indonésie, la Pologne et le Vietnam) et qui n'ont d'autre alternative en raison de leurs déficits extérieurs structurels. Ces nations devraient faire l'objet d'un traitement adapté de la part de la communauté internationale pour qu'ils renoncent au charbon. Deux cas méritent une attention toute particulière à cet égard. La Pologne ne pourra se doter d'un parc électronucléaire que si l'Europe en finance la plus grande partie : faute d'un potentiel en énergies renouvelables suffisant, il n'existe guère d'alternative. L'Inde, pour sa part, demeure un cas spécifique : elle a développé les énergies renouvelables de manière précoce, mais a vite pris la mesure de leurs limites. Elle ne pourra tenter de combler une partie de son retard vis-à-vis de son grand rival asiatique, la Chine, qu'en recourant à une source d'énergie complémentaire. La solution consiste à remplacer son charbon national (et de plus en plus importé) par le gaz iranien, ce qui suppose que les relations entre New Delhi et Islamabad soient suffisamment pacifiées pour autoriser la construction d'un gazoduc traversant le territoire pakistanais. En ce sens, l'Inde devrait imiter la Chine, en sortant du charbon grâce aux énergies renouvelables ainsi qu'à l'électronucléaire et au gaz naturel pour pallier le caractère intermittent des premières. De même que Pékin accepte dorénavant une dépendance croissante vis-à-vis du gaz sibérien, New Delhi devrait préférer le gaz iranien au charbon australien. Mais ce sont bien les États-Unis qui ont fait office de précurseur dans cette stratégie de substitution : ils n'ont diminué la part du charbon dans leur mix énergétique qu'en produisant de l'électricité à partir de la combustion de leur « gaz de schiste ».

Le charbon, voilà l'ennemi !

Le troisième cas concerne les pays qui disposent de la latitude de procéder à des arbitrages afin de réduire de manière drastique leurs émissions de gaz à effets de serre. L'Allemagne dégage des excédents extérieurs colossaux et, ayant renoncé au nucléaire, elle pourrait aussi fermer ses mines de lignite au profit du gaz naturel importé pour produire de l'électricité (ce qui atténuerait les tensions avec Moscou), d'autant que les surcapacités dans le secteur du gaz naturel liquéfié vont s'accroître au fur et à mesure que le Japon va redémarrer ses réacteurs nucléaires. Berlin pourrait aussi augmenter sa production de biogaz, issu de la fermentation de matières végétales, quitte à accepter de subventionner cette activité. Pays le plus avancé dans la voie de la transition énergétique, l'Allemagne apparaîtrait dès lors également comme un modèle de vertu écologique. L'Australie, de même, pourrait renoncer à exploiter son charbon et se convertir au gaz naturel, dont elle est déjà un des principaux exportateurs, et aux énergies renouvelables, dont elle possède un potentiel quasiment illimité. Dans ces deux derniers pays, il est très regrettable que les lobbies charbonniers soient aussi puissants, alors qu'ils seraient tout à fait capables de fermer leurs mines et de reconverter leur main-d'œuvre. Enfin, l'Afrique du Sud serait bien avisée de renoncer à un charbon de moins en moins compétitif, soit en relançant son programme nucléaire, soit en contribuant à valoriser le gigantesque potentiel hydroélectrique africain (notamment le barrage de Grand Inga à l'embouchure du Congo) par son statut de principal débouché régional.

Ainsi, il apparaît sans aucune ambiguïté que des solutions efficaces pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre existent, et qu'elles reposent en grande partie, en un premier temps du moins, sur la substitution entre énergies carbonées, notamment au détriment du charbon. Sans qu'il soit nécessaire d'attendre d'hypothétiques innovations radicales : la généralisation des énergies renouvelables suppose en effet que soit apportée une solution technologiquement viable et économiquement soutenable à leur caractère intermittent, et donc que des progrès gigantesques soient accomplis dans le stockage de l'électricité (autrement dit, que celle produite entre avril et octobre soit consommée entre novembre et mars dans l'hémisphère Nord).

Le cas du Japon

Il existe aussi une quatrième catégorie, résiduelle, de pays réticents à la ratification du traité de Paris, qui comprend de gros émetteurs non rentiers pour lesquels la contrainte extérieure reste déterminante. La plupart d'entre eux cherchent à diversifier leur mix énergétique, soit en relançant le nucléaire (Royaume-Uni, Turquie), soit en développant les énergies renouvelables (Corée du Sud, Espagne, Italie), soit en construisant des barrages géants (Brésil). Mais d'autres ne possèdent guère de marge de manœuvre (Ukraine). Certains d'entre eux ont été des précurseurs en matière de transition énergétique, mais la maîtrise apparente de leurs émissions en CO2 est d'abord imputable à la crise économique structurelle qui



Dossier - Le ventre, enquête sur les pouvoirs de notre 2e cerveau

Derrière notre nombril, se cache un monde fait de cellules, de microbes et de neurones qui influence notre sommeil, nos humeurs, notre intelligence...



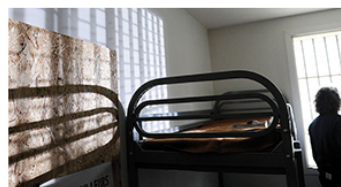
Dossier - La folie Pokémon Go

Après avoir conquis le monde, il débarque en France. Suivez le guide pour tout savoir du jeu vidéo nomade à succès de Nintendo.



Dossier - États-Unis : en route vers la Maison-Blanche

L'après-Obama est déjà dans toutes les têtes, et les primaires démocrates et républicaines s'organisent. Portraits, enjeux... Tout sur la présidentielle de 2016.



Dossier - Les djihadistes sont-ils fous ?

Dépressifs, schizophrènes ou fanatiques... Le Point.fr a plongé dans la tête des radicalisés. Enquête sur ces marginaux qui cherchent une raison d'exister.

★ EN VENTE ACTUELLEMENT

Le Point

hebdomadaire d'information du jeudi 8 septembre 2016 n° 2256

Spécial vins



les frappe (Europe du Sud). Le cas du Japon est spécifique dans la mesure où la rénovation de son parc nucléaire devrait lui permettre de réduire peu à peu ses émissions.

Bref, si des obstacles à la réduction significative des émissions de CO2, dans le délai raisonnable d'une décennie, existent, ils sont bien de nature politique et économique, et non technologique. Dans un système énergétique mondial où l'offre est – pour le moment – supérieure à la demande, et où les importateurs ont repris l'ascendant sur les exportateurs après l'épisode du troisième choc pétrolier (2003-2013), accepter d'être dépendant de l'importation de matières premières énergétiques pourrait pourtant constituer une solution tout à fait envisageable. Si les États-Unis poursuivent avec constance une politique d'indépendance énergétique, la Chine a compris en revanche qu'elle avait tout intérêt à rééquilibrer ses échanges avec la Russie en devenant importatrice de gaz, et l'Inde, et a fortiori l'Allemagne devraient s'orienter dans une voie similaire.

Des troubles politiques et sociaux dans certains pays

Le problème demeure entier, en revanche, pour les grands exportateurs d'hydrocarbures. Les leaders dans le pétrole et le gaz sont engagés dans une course de vitesse pour maximiser leurs parts de marché tant que les hydrocarbures représentent une fraction prépondérante du mix énergétique mondial. En sabotant délibérément son industrie pétrolière, le Vénézuéla chaviste a permis à la Russie de regagner les parts de marché qui étaient les siennes avant l'effondrement de la décennie 90. En s'opposant à ce que les hydrocarbures des pays arabes puissent traverser le territoire syrien pour être exportés vers l'Europe, Moscou (mais aussi Téhéran, dont la production de pétrole en 2015 a été dépassée par celle de l'Irak) défend avec acharnement ses positions : de fait, l'un des enjeux les plus décisifs de la guerre en Syrie réside dans l'équilibre du marché mondial des hydrocarbures pour les prochaines décennies.

De même, l'abandon progressif du charbon risque de provoquer des troubles politiques et sociaux dans les pays où cette branche est très créatrice d'emplois (Afrique du Sud, Chine, Inde, Indonésie et Pologne), car, à la différence des industries pétrolières et gazières, le secteur charbonnier est peu intensif en capital (sauf en Allemagne). L'Afrique du Sud est, certes, en mesure de redéployer une grande partie des effectifs de mineurs du charbon vers les ressources minérales, sans compter qu'elle a intérêt à jouer la carte de la solidarité africaine en privilégiant l'hydroélectricité au détriment du charbon (voire du nucléaire). Mais il ne faut pas oublier que le charbon a été choisi par les nations les plus peuplées au monde, y compris les États-Unis et la Russie. Et dans les pays en développement, voire émergents, le secteur charbonnier est clivé entre une filière officielle et une autre, informelle, qui fournit des moyens d'existence à de nombreux travailleurs (souvent d'anciens mineurs licenciés lors de la fermeture de mines jugées non rentables). La sortie du charbon est donc bien avant tout une décision de nature politique.

Modification du mix énergétique

Les vraies solutions à la préservation de conditions de vie supportables sur Terre passent, en un premier temps du moins, par des modifications du mix énergétique à partir de technologies déjà existantes lorsqu'elles contribuent à la réduction significative des émissions de CO2 (alors que, a contrario, l'importation récente et massive de charbon américain a accentué la crise de la filière gazière en Europe). Cela permettrait de surcroît de réaffirmer les bienfaits des échanges internationaux, dans une économie mondiale aux interdépendances de plus en plus inextricables, surtout lorsqu'ils reposent sur la complémentarité des économies nationales : si en Chine, le coût de l'électricité « charbon » est probablement imbattable, l'industrie du pays a tout intérêt à s'approvisionner en gaz naturel russe afin de solvabiliser son partenaire commercial et d'y diriger une part accrue de ses exportations – un tel raisonnement s'applique aussi aux relations économiques entre l'Allemagne et la Russie. Certaines situations particulières méritent bien entendu de bénéficier de financements internationaux spécifiques, ainsi le développement de l'économie gazière en Inde, la construction de centrales nucléaires en Pologne ou celle du barrage de Grand Inga à l'embouchure du Congo. Ce qui n'exclut évidemment pas la poursuite des ambitieux programmes de recherches qui visent, mais dans des délais plus longs, de réelles ruptures technologiques dans le domaine de l'énergie.

(*) Les auteurs viennent de publier *Après la COP21, géopolitiques de la transition énergétique* (éditions Technip, 2016).



161 grandes bouteilles à moins de 10 euros
509 vins sélectionnés
13 appellations au top
FOIRES AUX VINS
LE GUIDE COMPLET PAR TRANCHES DE PRIX

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€



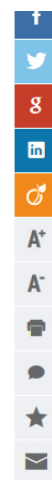
Voir tous les hors-séries →

NEWSLETTER DU POINT

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité sélectionnée par la rédaction : politique, économie, international, culture, société...

Votre adresse e-mail :

Je m'inscris à la newsletter

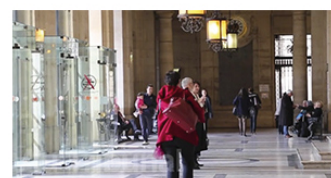


Primaire de la droite : les programmes des candidats à la loupe avec l'Ifrap



Dossier - Turquie : jusqu'où ira Erdogan ?

Le coup d'État manqué du 16 juillet a donné au président turc les coudees franches pour installer une véritable autocratie.



Justice - Tribunal de l'Internet